

# **PAFAR : vers une nouvelle génération agricole**

**Une première mission sous forme d'ateliers participatifs a été menée fin mai 2024 en Angola par trois expertes de l'enseignement agricole français, dans le cadre du PAFAR – Projet d'appui à la formation agricole et rurale.**

Suite à la visite du Président de la République d'Angola en France en 2018, des accords de coopération intergouvernementaux ont été signés dans le domaine de l'agriculture.

La déclaration conjointe des ministres angolais et français de l'agriculture du 02 avril 2019 indique qu'un des objectifs est de « développer la coopération en matière de formation professionnelle agricole, notamment au niveau secondaire, pour



- |  |                       |  |             |
|--|-----------------------|--|-------------|
|  | Capital da província. |  | Rede Norte  |
|  | Gestor da rede ITA    |  | Rede Centro |
|  | Piloto da ITA         |  | Rede do Sul |

renforcer la capacité des cadres et promouvoir l'employabilité des jeunes dans les activités agricoles ». Cette coopération se concentrera sur les 12 écoles secondaires agricoles angolaises, appelés Instituts techniques agraires (ITA).

## Qu'est-ce que le PAFAR ?

Dans ce contexte, l'Agence française de développement (AFD) a commandé en 2019 une étude de faisabilité pour un projet de redynamisation de la formation technique dans le secteur agricole (l'étude de pré-faisabilité coordonnée par la DGER ayant été menée par l'Institut Agro, le réseau FAR et

l'ENSFEA). L'étude de faisabilité a permis de formuler le projet d'appui à la formation agricole et rurale (PAFAR), et l'AFD a accordé à l'État angolais un financement de 35 millions d'euros pour le mettre en œuvre, auxquels s'ajoutent 5 millions d'euros de l'Union européenne. La convention de financement de ce projet a été signée par l'AFD et le gouvernement angolais le 12 mai 2022.

Le PAFAR vise à revitaliser le système de formation agricole au niveau de l'enseignement secondaire. Pour ce faire, le projet décline 3 sous-objectifs : assurer une meilleure adéquation entre les programmes de formation technique et professionnelle et les compétences requises par le secteur agricole, en tenant compte des besoins spécifiques de formation et d'orientation des femmes et des hommes ; renforcer l'intégration des ITA sur leur territoire et améliorer la gouvernance du système de formation agricole et rurale, dans une perspective de genre ; doter les ITA d'infrastructures, adaptées aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, leur permettant d'enseigner dans de bonnes conditions, et assurer la pérennité du patrimoine des ITA.

Dans ce contexte, le Ministère de l'éducation de la République d'Angola a lancé le 03 janvier 2023 un appel d'offres international pour sélectionner un bureau d'études en vue de la fourniture d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage du PAFAR.

Une réponse française a été proposée par le bureau d'études SFERE, en consortium avec l'Institut Agro, IRAM, Egis-Forhom, et la participation de la DGER. Cette offre, retenue par la partie angolaise, permet en particulier d'assurer la coordination entre les différentes parties prenantes concernées et de sécuriser la dimension institutionnelle de ce projet qui se situe au sein d'une coopération d'enjeu politique entre les gouvernements français et angolais. Il s'agit également de mobiliser de façon cohérente et concertée, via le réseau CEFAGRI, l'expertise de l'enseignement agricole

émanant des établissements sous tutelle du MASAF/DGER et clairement attendue dans ce projet.

## Premières phases opérationnelles

Après l'arrivée en Angola au sein de l'équipe PAFAR d'une assistante technique résidente en novembre 2023 et une mission du BRECI en janvier 2024, les premières missions d'expertise court-terme ont pu être programmées.

Ainsi, la première a été menée durant la seconde quinzaine de mai 2024 par 3 expertes : Marie-Catherine Arbellot-de-Vacqueur, cheffe du SRFD de Bourgogne-Franche Comté, Sandrine Belvèze, en charge de la politique régionale de l'apprentissage à la DRAAF d'Occitanie, et Fanny Payet, directrice du CFA-CFPPA Forma'terra à La Réunion.

L'ensemble de cette mission a été suivi par Thibaut Nancy, agent de la DGER mis à disposition auprès du ministère de l'enseignement supérieur d'Angola : qu'il soit ici chaleureusement remercié pour la qualité de son accompagnement.





## **Marie-Catherine Arbellot-de-Vacqueur, quels étaient les objectifs de cette mission d'expertise ? Comment s'est-elle déroulée ?**

Les objectifs de cette mission d'expertise visaient à présenter les spécificités de l'enseignement agricole technique en France, avec quelques focales particulières à la demande des partenaires angolais : le fonctionnement des Établissements de l'enseignement technique agricole, le rôle des exploitations agricoles dans la formation des apprenants, la question des compétences professionnelles dans la

construction des référentiels de formation et de la formation des enseignants. Ils ont été les fils conducteurs d'une mission de terrain qui s'est déroulée sur une quinzaine de jours au cours de laquelle une présentation de l'enseignement agricole français a été proposée à Luanda à un public d'institutionnels engagés dans le PAFAR.



S'en sont suivis trois ateliers de terrain à Malanje, Tchivinguiro et Lubango qui ont permis d'une part de partager ces mêmes informations auprès de chefs d'établissement, de formateurs et de partenaires institutionnels et professionnels des ITA, mais aussi et surtout de mettre les équipes en réflexion sur des évolutions possibles de l'organisation de l'enseignement agricole technique en Angola pour répondre aux enjeux du pays, à commencer par celui de la sécurité alimentaire, le rôle de l'agriculture dans le développement économique local, sans oublier l'adaptation au changement climatique ou encore la réflexion sur l'attractivité des métiers agricoles.

Ces déplacements de terrain ont également permis de mieux cerner les réalités locales, les attentes des partenaires, et d'adapter la contribution de l'enseignement agricole français aux travaux en cours dans le cadre du PAFAR. Je retiens entre autre le sujet des exploitations agricoles des ITA, mais aussi d'autres thématiques telles que la formation des enseignants, la création de ressources pédagogiques de qualité et contextualisées.

**Sandrine Belvèze, comment avez-vous préparé cette mission ? Quels en sont les résultats ?**



Comme pour toute mission à l'international il convient de se préparer en amont tant au niveau de la connaissance des attendus des commanditaires, des besoins des parties prenantes que du recueil de toutes informations pouvant faciliter la compréhension de la mission.

S'appuyer sur les compétences au sein du BRECI, du réseau CEFAGRI ainsi que sur des personnes ayant déjà réalisé des missions en Angola a permis au groupe d'expertise de valoriser des données existantes et de mieux comprendre les enjeux du pays, de l'agriculture et de la formation agricole.

Cette mission a été riche en rencontres, en constats, dont le premier est la volonté de la chaîne décisionnaire d'organiser un modèle de formation agricole en lien avec les territoires angolais, leurs diversités, les potentiels de développement face à une agriculture dont les enjeux sont très importants.

Ils sont en certains points communs aux nôtres (renouvellement générationnel, souveraineté alimentaire, adaptation aux changements climatiques...) mais s'inscrivent dans une histoire tragique où de nombreux leviers doivent être activés pour reconstruire le système de formation.

Cette mission a été porteuse d'espoirs face à des acteurs du PAFAR et des enseignants motivés et prêts à s'approprier et déployer un nouveau modèle en s'inspirant de celui déployé en France, et ce au bénéfice de la jeunesse angolaise.

C'est en cela que le résultat de cette première mission me semble positif et augure une poursuite favorable aux relations entre les acteurs de l'enseignement agricole de nos deux pays.

**Fanny Payet, que retenez-vous de cette mission**

## d'expertise ?



C'est un projet très enthousiasmant où la motivation et l'implication des collègues angolais est à la hauteur des enjeux auxquels le pays doit faire face. Je retiens la qualité des échanges avec les différents acteurs rencontrés et la confiance qu'ils nous ont accordée, l'intérêt manifesté pour l'enseignement agricole français ainsi que pour les transpositions et adaptations locales qui pourront en être faites. J'ai découvert un pays singulier, très attachant, marqué par des années de guerre et qui se relève malgré tout.

### Prochaines étapes

Une deuxième mission d'expertise en Angola auprès de l'équipe du PAFAR est prévue pour novembre 2024. Il s'agira de poursuivre le travail sur un curriculum de technicien agricole polyvalent. Ensuite, une délégation angolaise composée de membres de l'équipe du PAFAR et de directeurs d'ITA sera accueillie en France pour une visite d'étude. Accompagnée par le BRECI, cette délégation se rendra en Bourgogne-Franche Comté où elle pourra apprêhender *in situ* le fonctionnement des établissements agricoles, en particulier de leurs exploitations, leur ancrage territorial, leur système de gouvernance... comme autant de sources d'inspiration pour une adaptation au contexte angolais.

### Contact :

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER,

[rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr](mailto:rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr), Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI, [vanessa.forsans@educagri.fr](mailto:vanessa.forsans@educagri.fr)

---

## Faire vivre nos partenariats avec l'Angola

Le vendredi 10 décembre dernier, la DGER a accueilli une délégation conduite par la Ministre de l'Education d'Angola, Mme Luisa Maria Alves Grilo, M. Aldo Sambo, Consultant de la Ministre de l'Education, et M. Diasala André, Directeur National de l'Institut pour le Développement de l'Education.



Rencontre entre la Ministre de l'Éducation Angolaise, Luísa Maria Grilo et Benoit Bonaimé, Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche.

Les échanges nourris entre le Directeur Général de la DGER, M. Benoit Bonaimé, et la Ministre Luisa Maria Alves Grilo, ont

permis de balayer la riche et intense coopération entre la France et l'Angola via le MASA dans le domaine de l'enseignement agricole technique et supérieur (agronomique et vétérinaire) depuis de nombreuses années et qui s'inscrit dans le cadre des priorités définies par le Président français de la République.

Dans ce contexte, ont été soulignés la pertinence et l'intérêt pour l'approche intégré de l'enseignement agricole français (continuum Recherche Innovation Formation Développement Appui aux filières), son ancrage territorial et la situation assez unique en Europe et dans le monde du Ministère français en charge de l'Agriculture qui est en charge de l'ensemble des politiques publiques d'enseignement agricole : formation professionnelle initiale et continue, enseignement supérieur et recherche. Il en assure la cohérence et l'efficacité, tout au long de la chaîne de formation jusqu'à la recherche, ainsi que la transmission des connaissances et des innovations aux secteurs économiques.

Les deux parties ont rappelés que l'Angola, comme la France, ont à cœur de former les agriculteurs de demain en les dotant des outils nécessaires pour impulser et accompagner les évolutions de nos secteurs agricoles respectifs. En effet, les enjeux sont nombreux et prégnants : souveraineté alimentaire, changements imposés à l'échelle de la planète, renouvellement des générations .... Notre capacité à conduire les nombreuses transitions, dont agroécologiques, nous permettra d'assurer la durabilité et l'adaptation de nos systèmes de production agricole pour répondre à ces enjeux.

Dans cette perspective et de façon très concrète, il a été question du projet d'appui à la formation agricole et rurale (PAFAR) qui entre désormais dans sa phase opérationnelle. Ce projet, financé à hauteur de 35 millions d'euros par l'AFD et 5 millions d'euros par l'Union Européenne, vise à revitaliser le système de formation agricole angolais au niveau de l'enseignement secondaire en partageant le savoir-faire du

système français de formation des techniciens agricoles. Il comporte un volet de réhabilitation logistique accompagné d'un volet pédagogique. L'objectif de ce projet est d'engager une réforme institutionnelle de la formation agricole rurale angolaise pour répondre aux besoins en compétences et aux orientations politiques du secteur agricole, ainsi que pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes en milieu rural.

La mise en œuvre du projet PAFAR sera assuré par un consortium composé de SFERE, l'Institut Agro, IRAM et le Bureau d'Etudes EGIS – FORHOM avec un accompagnement Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (BRECI) en particulier via son réseau Conseil Expertise Formation Agricole à l'International (CEFAGRI), l'expertise de l'enseignement agricole émanant des établissements sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA-DGER) étant fortement attendue dans ce projet. Au travers de ce projet, la Ministre Grilo souhaite faire des écoles de formation professionnelle agricole angolais, les Instituts Techniques Agraires (ITA – il en existe 12 en Angola), des centres de diffusion des bonnes pratiques agricoles et que ceux-ci soient exemplaires en terme de formation et d'insertion à l'image du modèle des EPL français.



Drapeau angolais,  
européen et

français.

Enfin, Benoit Bonaimé a souligné que au-delà des projets qui sont limités dans le temps, il est important de garder à l'esprit que la coopération est avant tout constituée de relations humaines, entre enseignants et personnels de nos établissements via des partenariats / jumelage entre EPL et ITA, mais également le partage d'expériences et d'expertise entre pairs et pourquoi pas via des programmes de mobilités réciproques d'apprenants. Dans cet objectif un agent du MASA a été mis à disposition auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur, Sciences, Technologie et Innovation (MESCTI) en Angola qui a pour mission de faire vivre au quotidien nos partenariats et faire du lien entre les différentes institutions et acteurs impliqués dans nos coopérations. Il aura en particulier pour objectif la mise en place d'un continuum pédagogique entre l'enseignement agricole secondaire et supérieur court type BTSA.

La Ministre Grilo conclut en reditant sa satisfaction de voir la coopération entre nos deux pays aussi vivace et pleine de perspectives.

Pour sa part, M. Benoit Bonaimé conclut en soulignant que les acteurs français ont vocation à conduire la coopération avec l'Angola en « équipe France ». C'est le cas par exemple pour les synergies que nous mettons en place avec l'Agence Française de Développement et France Éducation Internationale.

*Contacts :*

*Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER,  
[rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr](mailto:rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr),*

*Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER,  
[vanessa.forsans@educagri.fr](mailto:vanessa.forsans@educagri.fr)*

*William GEX, co-animateur du réseau Afrique Australe, Océan*

*Indien et Nigéria de la DGER, wiliam.gex@educagri.fr*

*Didier Ramay co animateur du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER*

---

## **Blended learning au service des vétérinaires angolais**

**Deux experts de l'enseignement supérieur agricole français, Hayette Adel, professeure en pédagogie numérique à l'ENSFEA, et Jean-Claude Gracia, docteur en science de la formation, consultant VetAgroSup, présentent leur expérience de formation de formateurs à la Faculté de Médecine Vétérinaire de Huambo (Angola).**

Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) s'est engagé à accompagner de nouvelles réformes de la formation agricole et rurale en Afrique, à intensifier la mobilité réciproque des étudiants et des enseignants, à co-construire un réseau Afrique-France de formations croisées et de doubles diplômes pour l'avenir des filières agricoles, d'élevage, forestières et agroalimentaires et à accompagner les étudiants entrepreneurs africains, donnant ainsi une nouvelle impulsion aux partenariats existants pour mettre en œuvre les orientations définies par le Président de la République lors de son discours de Ouagadougou en novembre 2017.

Dans ce cadre, un parcours de formation, porté par VetAgroSup

Lyon, a été co-élaboré par l'ENSFEA et les écoles vétérinaires de France (ENV) sur proposition du chargé de mission Afrique du Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (DGER-MASA).

## **Qu'est-ce que le dispositif de formation VAI<sup>2</sup>P ?**

Créé sur un réseau de collaborations internationales, le dispositif de formation « Veterinary and Agronomic International and Innovative Pedagogy Training – VAI<sup>2</sup>P » est un projet de formation internationale à l'innovation pédagogique pour les enseignants vétérinaires et agronomes. Il a pour finalité le renforcement des compétences professionnelles des enseignants. Il repose sur la co-construction et la mutualisation de ressources pédagogiques. C'est une formation hybride à l'international.

Les Écoles Nationales Vétérinaires de France apportent un appui scientifique et technique, l'ENSFEA partage son expertise dans l'encadrement pédagogique en e-learning, l'approche par compétences et l'utilisation des outils numériques.

Ce dispositif de type formation/action d'une durée de 9 mois conduit à la réalisation d'une ressource : un parcours de formation d'une quinzaine d'heures en binômes internationaux – c'est la composante “action” – tout en bénéficiant d'apports pédagogiques et d'accompagnement par une équipe pédagogique dans les domaines de l'approche par compétences, la pédagogie active et l'usage du numérique – c'est la composante “formation” .

VAI<sup>2</sup>P est un programme de formation continue à la pédagogie et aux outils innovants pour les enseignants des cursus vétérinaires et agronomiques. Il s'agit à la fois d'un outil d'intégration de l'innovation dans la formation et un cadre d'échange, de partage et de travail entre des enseignants, d'origine et de champ d'action différents mais tous soucieux de l'excellence de leur formation. Le projet a démarré en septembre 2020 avec l'Angola dans une session pilote effectuée

grâce à l'appui technique et financier du MASA/DGER et au soutien de la Région Rhône-Alpes, de l'ENSV-FVI et de l'Ambassade de France en Angola, concrétisant ainsi un partenariat engagé depuis juin 2019 avec la faculté de médecine vétérinaire de l'Université Jose Eduardo Dos Santos de Huambo (FMV de l'UJEDS).

Le projet VAI<sup>2</sup>P s'inscrit dans le cadre de la stratégie Europe et International du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire pour lequel le continent africain représente une zone prioritaire. En effet, le ministère a réaffirmé le caractère structurant des partenariats privilégiés entretenus avec les pays africains, dont notamment l'Angola, qu'il s'agisse d'appui au développement des filières agricoles, d'accompagnement à la transition numérique des systèmes agro-alimentaires, de stimulation de la recherche et de l'innovation ou de la formation des enseignants et des étudiants.

VAI<sup>2</sup>P s'appuie sur deux séminaires « distanciels » synchrones, un séminaire présentiel en France et un séminaire de fin de projet dans les pays partenaires.

Pour compléter ce dispositif, une salle de visio-conférence est dédiée au projet. Elle est utilisée sur demande des binômes ou planifiée par l'équipe d'accompagnement à différents moments du processus. VAI<sup>2</sup>P se distingue par ses caractéristiques de collaboration, mutualisation, analyse réflexive et par un processus d'évaluation intégrant différentes modalités (auto-évaluation, co-évaluation, valorisation).

Ce parcours donne lieu à l'obtention d'un Open Badge délivré par l'ENSFEA et endossé par le Ministère de l'Agriculture français.



Attestation de participation au processus de formation précurseur de l'Open Badge.

## En quoi a consisté votre mission à la Faculté de Médecine Vétérinaire (FMV) de Huambo ?



Pour clore le processus de formation e-learning, une mission a été réalisée sur site à la FMV de Huambo avec l'appui des services du ministère de l'agriculture (Rachid Benlafquih – chargé de mission Afrique DGER-BRECI), de l'ambassade (René Quirin – COCAC ambassade de France en Angola) et des relations internationales de VetAgroSup Lyon (Cédric Colmar –

directeur des Relations Partenariales, Internationales et Européennes).

Après deux premiers séminaires en février et mars 2021 ayant

réuni trente participants en formation en ligne, un premier séminaire en présentiel a été l'occasion de réunir, en décembre, les équipes enseignantes engagées dans le dispositif VAI<sup>2</sup>P, en provenance de la faculté de médecine vétérinaire de Saint Hyacinthe (Québec), de la faculté vétérinaire de l'Université José Eduardo dos Santos de Huambo (Angola), de l'Institut Agro-Vétérinaire Hassan II de Rabat (Maroc) et de la faculté agro-vétérinaire de Bila Tserkva (Ukraine). Des visiteurs des facultés vétérinaires de Kosice (Slovaquie) et Lisbonne (Portugal) étaient également présents. Nos collègues angolais de la Faculté de Médecine Vétérinaire de Huambo ont ainsi réalisé à VetAgroSup Lyon fin décembre 2021 l'étape de mutualisation des ressources. Nous avons pu nous rendre à Huambo en Angola, du 23 au 29 avril 2023.

Cette mission a permis de réaliser la dernière phase du projet VAI<sup>2</sup>P, la phase d'animation de séance devant les étudiants en présence de l'équipe d'accompagnement et d'autres enseignants locaux ayant participé au projet. Les caractéristiques et les résultats du projet ont été présentés aux équipes de direction et aux enseignants vétérinaires et agronomes de l'Université José Eduardo Santos de Huambo.



Analyse de pratiques et  
mutualisation des  
ressources et projets  
pédagogiques.



Présentation du dispositif VAI<sup>2</sup>P aux professeurs de la FMV.

## Quels sont ces résultats ?

Huit professeurs impliqués dans le projet ont conçu et expérimenté des ressources pédagogiques créées sur différents domaines :

- anatomie pathologie, « *Differential diagnosis of intracavitary liquid accumulation with a special focus on transudate* » par le binôme Antonio Da Silva Alexandre (FMV) et Florentina Luis Chipepe (FMV) avec Sara Belluco (VetAgro Sup),
- aquaculture, « *Analysis of biosecurity in fish farms* » par le binôme Marlinda Jolomba Silva (FMV) avec Ségolène Calvez (ONIRIS) et Nora Navarro-Gonzalez (ONIRIS),
- épidémiologie, « *Descriptive epidemiological investigations* » par le binôme Antonia Francisco (FMV) avec André Ravel (FMV Ste Hyacinthe Québec Canada).

L'observation des pratiques enseignantes en contexte a démontré l'atteinte des principaux objectifs du projet. Une analyse réflexive a été conduite, une évaluation est en cours. Plus d'une centaine d'étudiants sont directement impactés par le changement (épistémologique, didactique, l'innovation pédagogique et l'usage pédagogique du numérique).

L'ensemble de l'équipe enseignante mobilisée lors des

séminaires virtuels (ouverts) présentés lors des travaux est à l'écoute des professeurs formés. Ce sont eux qui ont le mieux communiqué sur les finalités et les objectifs du dispositif. Ils sont reconnus comme référents.

Les caractéristiques du projet ont été présentées aux équipes de direction et à tous les enseignants vétérinaires de la FMV. Une dizaine d'enseignants agronomes ont été rencontrés et invités à la session de clôture et d'échange.

Enfin, la doyenne de l'université de Huambo a présidé une réception mobilisant une centaine de représentants de l'UJES.

## **Que retenez-vous particulièrement de cette expérience ?**



Groupes classes des étudiants vétérinaires de la faculté de médecine vétérinaire et un de leur professeur – FMV.

Le dispositif VAI<sup>2</sup>P en tant que projet de formation continue des enseignants montre son efficacité pour développer les compétences pédagogiques et numériques à partir d'objets scientifiques, techniques et des questions éthiques. Les enseignants bénéficiaires du projet sont repérés comme personnes ressources par leurs collègues. Ils ont fait la démonstration de leur capacité à décrire le contenu et l'intérêt de cette formation pour le renouvellement de leurs pratiques.



Évaluation de la dernière étape du processus, mise en situation et transfert des acquis des professeurs en formation VAI<sup>2</sup>P.

Le projet atteint bien son but de créer un réseau de collaborations internationales au-delà du parcours de formation. Deux des quatre enseignants réalisent un PHD (doctorat) grâce au VAI<sup>2</sup>P. Antonia Virginia Francisco réalise son PHD avec VetagroSup en collaboration avec André Ravel, épidémiologiste Professeur à l'Université de Montréal St-Hyacinthe au Québec. Florentina Amelia Luis Chipepe démarre un PHD avec le professeur Fernando Alfonso de la FMV de Lisbonne suite à leur rencontre au séminaire VAI<sup>2</sup>P.

### **Que vous a-t-elle apporté personnellement et professionnellement ?**

Jean-Claude Gracia – *L'expérience vécue autour de ce dispositif, avec l'accompagnement du BRECI et l'appui structurant de Rachid Benlafquih, est marquante, depuis sa conception (espace de créativité passionnant), son accompagnement (très riche en relations humaines, institutionnelles et internationales), la mise en perspective (projet porteur de développement) et les valeurs à développer (travaux conduits à égale dignité, réalisations concrètes, critère d'utilité sociale, mise en lumière des relations entre la santé humaine, la santé animale et les écosystèmes et le lien entre l'écologie et la médecine humaine et vétérinaire, le One Health).*

*Ce type de dispositif en mode hybride, à faible coût, peut*

*devenir une prestation efficiente (peu de déplacements) et efficace (à la fois pertinente pour créer les conditions du changement de pratiques et, de plus, propédeutique pour des formations académiques de spécialité).*

*En tant qu'expert consultant pour VetAgroSup Lyon j'ai acquis de nouvelles perspectives de travail en partenariat international, à même de recontextualiser savoir et savoir-faire aux attentes de l'environnement, co-élaborer et mutualiser les ressources produites, accompagner les changements (référentiels de formation, approche par les compétences, pédagogie interactive, pédagogie numérique...) dans l'optique « One Health », et les valeurs humaines.*

*Hayette Adel – Pour ma part, cette expérience m'a permis de mettre en œuvre mon expertise d'ingénierie de formation hybride. J'ai pu avoir, grâce à ce projet, une expérience en contexte international et j'ai en particulier découvert les enjeux de la coopération entre la France et l'Afrique dans le domaine de la formation. Elle a été l'occasion de travailler en mode collaboratif avec des pédagogues et des enseignants vétérinaires, des institutionnels et de faire concilier leurs besoins scientifiques, pédagogiques et numériques, et aussi en particulier de travailler en binôme avec mon collègue Jean-Claude Gracia pour les aspects pédagogique et numérique du projet de manière extrêmement fructueuse et bienveillante. Nous avons appris à nous appuyer sur nos points forts respectifs. Par ailleurs, les orientations, le point de vue critique et constructif de Rachid Benlafquih a toujours été très éclairant lors de la conception et la mise en œuvre de ce projet.*

*Ce travail d'expertise internationale a été l'occasion aussi, du fait de multiples évènements dont la crise sanitaire (covid), d'expérimenter ma capacité à m'adapter à de nouvelles configurations, à trouver des solutions (en collaboration avec les autres intervenants du projet). Cette expérience a enfin été l'occasion de m'adapter au contexte local aussi bien du point de vue matériel qu'humain. D'un point de vue personnel*

*j'ai découvert l'Angola, un pays que je ne connaissais pas. J'ai découvert une histoire, des gens généreux, gentils et avides de connaissances. ...En attendant la suite du projet avec le Maroc !*



Invitation de la rectrice, Virginia Quartin, de l'université de Huambo (UJES) ; déjeuner « surprise » faisant suite à la clôture de la session de formation (signifiant ainsi l'importance des collaborations avec VetAgroSup Lyon).

*Propos recueillis par Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI.*

*Contacts : Jean-Claude Gracia, docteur en sciences de l'éducation et de la formation, retraité MASA-ENSFEA, ingénierie pédagogique de la formation, [jeanclaudegracial@gmail.com](mailto:jeanclaudegracial@gmail.com), Hayette Adel, professeure en pédagogie numérique à l'ENSFEA, [hayette.adel@ensfea.fr](mailto:hayette.adel@ensfea.fr), Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique / ECSI / expertise à l'international au [BRECI, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr](mailto:rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr)*

---

# Accord Franco-Angolais pour l'enseignement vétérinaire

Lundi 4 octobre 2021, à l'occasion des « *Montpellier Global Days for Science, education and innovation: Africa 2021* » qui se sont tenues en amont du Nouveau Sommet Afrique France (NSAF), l'accord de coopération entre établissements d'enseignement, vétérinaires et agricoles, Angolais et Français a été signé à l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro.



Signature officielle de l'Accord Franco-Angolais au Global Days à Montpellier de gauche à droite, Marion Demay, Jeanne-Marie Bonnet-Garin et Fernando Maia

Cet accord réunit les facultés vétérinaire et agraire de l'Université José Eduardo dos Santos (UJES) de Huambo – Angola, les écoles vétérinaires françaises (ENVF) et l'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA). Il concrétise déjà 2 années d'intense collaboration

dans le domaine de la pédagogie innovante avec la mise en œuvre du projet « *Veterinary and Agronomic International training in Innovative Pedagogy (VAI<sup>2</sup>P)* » financé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA).

Cet accord de coopération s'inscrit dans le cadre de la stratégie Europe et International du MAA pour laquelle le continent africain représente une zone prioritaire.

La cérémonie de signature de cet accord s'est déroulée en présence de Rachid Benlafquih, du Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale de la DGER du MAA, Marie Schill de la Direction du Développement Durable du MEAE, Marion Demay, directrice des relations internationales de l'ENSFEA, Agnès Leblond, directrice adjointe des relations internationales de VetAgro Sup-Lyon, et Jean-Luc Bosio, Chef du service des Relations Internationales et des Langues de l'Institut Agro-Montpellier.

Fernando Maia, doyen de la faculté vétérinaire de l'UJES de Huambo s'est félicité de la coopération renforcée avec cet accord en soulignant que cette signature permettrait la mise en œuvre de nouvelles actions dans le domaine de l'enseignement, la recherche ou l'expertise. Jeanne-Marie Bonnet-Garin, Directrice Générale par intérim de VetAgro Sup, au nom des ENVF, a souligné l'enrichissement réciproque et l'importance d'œuvrer conjointement au concept One Health/Global Health pour permettre à nos étudiants d'acquérir les compétences pour relever les défis de demain.

Ce moment a été pour tous l'occasion de se retrouver enfin en présentiel. Un autre temps fort est prévu à VetagroSup à Marcy l'Etoile (Lyon) pour la tenue du 1<sup>er</sup> séminaire présentiel de VAI<sup>2</sup>P du 13 au 17 décembre 2021.

*Photo de tête d'article : de gauche à droite, Jean-Luc Bosio, Marie Schill, Marion Demay, Rachid Benlafquih, Jeanne-Marie Bonnet-Garin, Fernando Maia et Agnès Leblond.*

## **Principe des 4 engagements**

Le Ministre en charge de l'Agriculture a réaffirmé le caractère structurant des partenariats privilégiés entretenus avec les pays africains, qu'il s'agisse d'appui au développement des filières agricoles, d'accompagnement à la transition numérique des systèmes agro-alimentaires, de stimulation de la recherche et de l'innovation ou de la formation des enseignants et des étudiants. En particulier, en déclinaison du discours du Président de la République à Ouagadougou le 28 novembre 2017, une stratégie de mobilisation de l'enseignement agricole et vétérinaire a été élaborée et structurée autour de 4 engagements par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation :

- Soutenir les réformes des dispositifs de formation agricole et rurale en Afrique,
- Intensifier la mobilité réciproque des étudiants et enseignants,
- Co-construire un réseau Afrique-France de formations croisées et de doubles diplômes pour l'avenir des filières agricoles, forestières et agroalimentaires,
- Soutenir les jeunes agriculteurs/éleveurs/transformateurs entrepreneurs africains en les accompagnant dans la phase de préparation et construction de leur projet.

*Contacts : Rachid BENLAFQUIH – DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr, Agnès LEBLOND – VetagroSup/ENSV-Lyon, agnes.leblond@vetagro-sup.fr, Jean-Luc BOSIO – Institut Agro – Montpellier, jean-luc.bosio@supagro.fr, Marion DEMAY – ENSFEA, marion.demay@ensfea.fr*